

# DROIT À L'ALPHA EN VILLE ET A LA CAMPAGNE



REALISE PAR DOMINIQUE ROSSI (LIRE ET ECRIRE HAINAUT OCCIDENTAL) ET  
MICHEL DE SELYS (LIRE ET ECRIRE VERVIERS)

JUIN 2009



## **L'illettrisme en milieu rural : une réalité**

La question de l'illettrisme se pose en milieu urbain comme en milieu rural. Le droit à l'alphabétisation de qualité et de proximité est encore loin d'être acquis pour bon nombre de citoyens, en particulier pour ceux qui vivent à la campagne. Pourtant, l'illettrisme en milieu rural est bel est bien une réalité. L'enquête *IVQ* publiée par nos voisins Français en 2004<sup>1</sup> montre notamment que la moitié des personnes illettrées vivent dans des zones rurales ou faiblement peuplées et que le taux d'illettrisme est moins important dans les grandes villes (8%) que dans les petites (11%). Nombreux également sont les acteurs locaux (bourgmestres, agents de CPAS,...) qui témoignent de cette réalité. Sachant que *pratiquement toutes les Communes de la Région wallonne présentent au moins une parcelle de leur territoire qui ressortit à la zone rurale*<sup>2</sup>, il semble pertinent de se pencher davantage sur la question de l'alphabétisation en milieu rural.

## **Une problématique reliée à d'autres**

Que ça soit en ville ou à la campagne, la question de l'illettrisme doit se poser au regard d'un environnement particulier, à un moment donné. En l'occurrence, il importe d'envisager la question de la ruralité sous différents aspects dans lesquels vient s'enchevêtrer la question de l'illettrisme. Arrêtons-nous donc quelques instants sur certaines caractéristiques du milieu rural. Il ne s'agit pas de développer ici une analyse de la vie en milieu rural mais bien de cibler quelques points qui peuvent avoir un impact (en termes de nécessité ou de stratégie) sur le développement d'une offre de formation en milieu rural.

Ainsi, on peut s'apercevoir que pour différents indicateurs, *les zones les plus rurales se situent toujours à un niveau inférieur par rapport aux zones urbaines C'est vrai pour ce qui est du nombre d'entreprises par habitant, du taux d'emplois locaux, de la valeur ajoutée par habitant, du revenu par habitant, de la proportion de nouveaux logements...*<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les personnes qui vivent en milieu rural y voient des avantages<sup>4</sup> :

- plus d'espace ;
- un air plus sain ;
- plus de convivialité ;
- plus de tranquillité ;
- plus d'entraide ;
- ...

mais aussi des inconvénients :

- peu ou pas de moyens de transports ;

---

<sup>1</sup> Enquête Information et Vie Quotidienne menée par l'INSEE auprès d'un échantillon représentatif de 10000 personnes de la population adulte âgée de 18 à 65 ans.

<sup>2</sup> Plan d'Environnement pour le Développement durable adopté le 9 mars 1995 par le Gouvernement wallon

<sup>3</sup> Diagnostic établi pour le Plan de Développement Rural et pour le DOCUP LEADER+ par la FRW sur base d'ateliers de réflexion menés en 1999, avec le concours de consultants externes dont les professeurs Daniel Bodson (UCL), Michel Deschrevel (FUL) et Michel Poulain (GédAP).

<sup>4</sup> in Les avantages et les inconvénients de la vie en milieu rural, les analyses de l'ACRF, 2005/5.

- absence de commerces de proximité ;
- éloignement de tout ;
- peu d'accessibilité des services administratifs ;
- peu d'accessibilité des loisirs culturels et sportifs ;
- peu d'accessibilité des lieux de travail ;
- sentiment d'isolement ;
- ...

Ces sources viennent étayer les nombreux témoignages d'opérateurs et d'acteurs de terrain qui relèvent régulièrement les questions liées à la mobilité et à l'emploi en milieu rural. Ceci est également vrai pour la formation. Nous nous proposerons plus bas de développer ce lien, en particulier pour la formation en alphabétisation. Les témoignages de Lire et Ecrire en Hainaut occidental et de Lire et Ecrire Verviers démontrent combien il est important de prendre en compte le bassin sous-régional et les besoins des publics qui s'y trouvent.

## A Constats et réalités en Hainaut occidental

Le Hainaut occidental – ou Wallonie picarde – est une région semi rurale. Sa densité de population est proche de celle de la Région wallonne, mais son caractère mi-urbain mi-rural est particulièrement marqué. Sur les 23 communes qui composent ce territoire, près de la moitié peuvent être qualifiées de « rurales <sup>5</sup> ». Tournai est la ville principale de la région ; Mouscron, Ath, Enghien, Comines, Beloeil, Bernissart, Péruwelz, Leuze, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines et Estaimpuis sont les autres entités communales qui dominent le territoire. Mais même pour ces communes dites « urbaines », il importe de prendre en considération une dimension rurale importante : *Tournai est le parfait reflet de cette situation. Il s'agit de la commune belge la plus étendue avec une population intramuros qui représente la moitié de la population vivant dans la capitale scaldienne, l'autre moitié vivant pour l'essentiel en milieu rural.*<sup>6</sup>

Aujourd'hui, une offre en alphabétisation existe sur la quasi-totalité des communes « urbaines » du Hainaut occidental (ceci ne signifie pas pour autant que l'ensemble des habitants de ces communes ont accès à une formation), mais une telle offre n'est proposée que dans une seule commune rurale : Brunehaut.

Pourquoi et comment cette formation a-t-elle pu se mettre en place ? Quelles sont les politiques menées par les acteurs du Hainaut occidental pour le développement d'une offre d'alpha dans ce territoire semi rural ? Quelles sont les difficultés rencontrées ? Quelles sont les réussites ? Dans quelle mesure l'expérience de Brunehaut peut-elle servir d'exemple ? Nous avons rencontré Samuel Colpaert, responsable de projets à Lire et Ecrire H.O. pour essayer d'en savoir davantage...

---

<sup>5</sup> D'après les critères retenus, le nombre de communes rurales wallonnes varie de 124 à 190 communes (sur un total de 262 communes). (in Le développement rural, une piste pour dynamiser la démocratie locale, F. Caudron, Question de point de vue, septembre 2007).

<sup>6</sup> In Enquête Mobilité pour l'emploi, CSEF de Tournai-Ath-Lessines, septembre 2008.

***Quelle est la politique menée en Hainaut occidental par Lire et Ecrire pour développer une offre de formation en milieu rural ?***

**S.C.** Dans une zone semi-rurale comme le Hainaut occidental, où nombre de communes ont moins de 10.000 habitants, il est essentiel pour intégrer l'alphabétisation dans le paysage local de la formation de s'appuyer sur les ressources partenariales du territoire. Aussi, un des enjeux pour l'association est d'encourager et favoriser les contacts et collaborations avec les différentes institutions et services implantés localement afin de créer une dynamique de réseaux qui permette de s'inscrire dans les réalités locales. En effet, il importe de travailler avec l'ensemble des acteurs qui sont en contact avec les riverains, la population locale, les bénéficiaires des services, etcetera.

***Quelle plus value voyez-vous à ce travail en réseau ?***

**S.C.** Cette dynamique de réseau est primordiale pour différentes raisons et sa plus-value se situe à de nombreux niveaux : Tout d'abord cela permet de se faire connaître et de sensibiliser les partenaires locaux et l'opinion publique à la persistance de l'illettrisme dans notre société. Ce travail en réseau favorise la sensibilisation des relais potentiels. Ce travail avec les partenaires de terrains peut également les amener à prendre davantage en compte les personnes en difficulté de lecture et d'écriture, notamment en les orientant vers une formation.

***Concrètement, quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre d'une formation en milieu rural ?***

**S.C.** Les difficultés sont multiples. On peut les classer en différentes catégories. Tout d'abord il y a la question la plus importante : l'émergence de la demande. Aujourd'hui encore, l'illettrisme reste un tabou. En ville, l'émergence de la demande ne se fait déjà pas aisément. Mais il est plus facile de constituer un groupe de formation dans une commune qui compte quarante mille habitants que dans un village qui en compte trois mille. Surtout qu'à la campagne, tout se sait. Il peut être plus facile de franchir la porte d'une formation alpha dans l'anonymat d'une grande ville que sur la place du village.

***Comment faites-vous pour parer à cette difficulté et pour faire émerger la demande ?***

**S.C.** Des personnes vivent l'illettrisme dans ces communes rurales. Nous le savons. Néanmoins, ne pas savoir lire, écrire ou calculer est une chose ; franchir la porte d'une formation alpha en est une autre. Le meilleur moyen pour faciliter l'entrée en formation serait de faire tomber le tabou de l'illettrisme au sein de notre société. Mais il faut bien avouer qu'il s'agit là d'une douce utopie que nous poursuivons avec vigueur, mais que nous ne sommes pas prêts d'atteindre. Alors, en attendant, le meilleur moyen semble le travail avec les relais. D'où l'importance du travail en réseau. Une personne qui connaît une relation de confiance avec son agent de quartier, son facteur, son assistante sociale du CPAS,

pourra parler plus facilement de ses difficultés avec ces personnes qu'avec un travailleur de Lire et Ecrire ou d'un organisme lambda qu'elle ne connaît pas.

Dans le travail de formation et sensibilisation que nous menons avec bon nombre de professionnels, notamment les agents des CPAS et du Forem, la question de la relation de confiance revient constamment comme un élément nécessaire et même indispensable pour aborder la question de l'illettrisme avec les personnes concernées. Ces dernières années, nous accentuons donc notre travail avec les différents relais potentiels. Ceci dit, il faut aussi veiller à ne pas négliger la communication directe à destination des personnes. Nous accueillons régulièrement des personnes qui viennent prendre des renseignements et s'inscrire en formation suite à un reportage diffusé sur Notélé, un article paru dans la presse ou un tract récupéré à la friagerie.

***Donc vous menez un travail avec ceux que vous appelez « relais » mais aussi avec les médias ?***

**S.C.** En fait, nous avons réalisé une grille qui reprend différents points auxquels nous sommes attentifs pour mettre en place une formation. Cette grille nous rappelle les différentes pistes à explorer pour espérer mettre en place une formation qui rencontre les besoins des personnes.

***S'agit-il d'une méthodologie ou d'une méthode pour mettre en place une formation alpha ?***

**S.C.** Méthodologie ou méthode me semblent un peu présomptueux pour décrire cet outil. Il s'agit davantage d'un aide-mémoire que d'une méthode. Je pense que la seule méthode valable reste celle de la mise en réseau et de la co-construction. Il est important d'associer l'ensemble des acteurs d'un territoire pour qu'ils définissent ensemble le projet qu'ils désirent mener pour prendre en compte les personnes illettrées. Nous n'arrivons pas avec un plan d'action prédéfini. Non. Notre plan d'action se définit avec les partenaires locaux. Il importe que le projet réponde à des besoins identifiés localement et qu'il soit porté par les acteurs de terrain. Notre rôle est d'être tantôt allumage, tantôt catalyseur, tantôt courroie de distribution, tantôt essence mais le moteur, ce sont les partenaires. La direction qui est prise se définit collectivement.

***C'est ce qui s'est passé à Brunehaut ?***

**S.C.** En fait, pas vraiment. Brunehaut est un exemple intéressant dans le sens où nous ne sommes pas à l'origine du projet. C'est le responsable de la bibliothèque, Frédéric Ronse qui en est l'initiateur. Le cas de la commune de Brunehaut démontre à quel point il importe que le projet soit porté par des acteurs locaux. À ce titre, les centres de lecture publique plus communément appelés bibliothèques, les CPAS ou les Maisons de l'Emploi peuvent être des points d'ancrage tout à fait intéressants pour développer un projet d'alphabétisation en milieu rural. Et même si nous ne parvenons pas à mettre en place un dispositif de formation dans leur village, les partenaires peuvent malgré tout orienter des personnes vers le village

voisin, vers la commune la plus proche. C'est par exemple ce qui se passe pour l'instant avec nos partenaires de Flobecq. Le CPAS et la commune semblent particulièrement mobilisés à mener un projet autour de la question de l'illettrisme mais pour l'instant, ils orientent les publics vers Lessines où une formation a démarré en 2009. Enfin, pour revenir à Brunehaut, il s'agit d'un projet qui est en cours depuis début 2006.

***Pouvez-vous nous expliquer comment s'est monté le projet à Brunehaut ?***

**S.C.** En janvier 2006, Frédéric Ronse, responsable de la bibliothèque de Brunehaut a pris contact avec notre association. A l'époque, son interpellation tournait autour du fait que la bibliothèque disposait de locaux, de ressources documentaires, d'ouvrages... et qu'il souhaitait développer un partenariat avec Lire et Ecrire. Rien n'était alors déterminé quant à la nature du projet. Au cours du premier semestre 2006, le souhait d'ouvrir une antenne de formation sur la commune de Brunehaut a émergé, en réponse à des besoins identifiés au sein de la commune.

Rapidement, l'idée de réunir un réseau de partenaires menant leurs activités sur le territoire est apparue comme une nécessité. D'expérience, nous savons bien qu'il ne suffit pas d'avoir un local et un animateur, encore faut-il que des demandes se manifestent et qu'il y ait adéquation entre l'offre et la demande ; adéquation au niveau des attentes et du service, du projet, du lieu et des horaires de formation. Pour soutenir la construction de ce projet, de nouveaux partenaires ont été invités à participer : le CPAS de Brunehaut, l'ALE (agence locale pour l'emploi), la Maison de l'Emploi de Antoing-Brunehaut-Rumes, l'AMO Graine, l'ONE (office de la naissance et de l'enfance). Tous les acteurs du réseau ont participé à des rencontres de sensibilisation où l'enjeu était de mieux connaître la réalité de l'illettrisme et de cerner les enjeux de l'alphabétisation à Brunehaut. Le groupe a également mené une réflexion sur l'accueil et l'orientation des publics en difficulté de lecture et d'écriture.

Par la suite, le réseau s'est réuni pour mettre en œuvre une stratégie pour toucher les publics visés, pour faire passer l'information et effectuer un travail d'orientation : campagne d'affichage, de communication dans la presse et de sensibilisation. En octobre 2006, la formation a enfin démarré avec 6 personnes dans les locaux de la bibliothèque, située au sein du village de Bléharies.

***Donc, la formation a démarré assez rapidement ?***

**S.C.** Oui, très rapidement même. Et c'est principalement dû au dynamisme et à l'enthousiasme des acteurs de terrains. Mais il ne suffisait pas de démarrer, il fallait encore pérenniser l'offre de formation. Il nous est déjà arrivé de devoir stopper une offre de formation dans une commune, faute de renouvellement des publics. Il importe que la formation soit reconnue comme faisant partie à part entière du paysage culturel ou social de la commune. Après quelques mois de fonctionnement, le groupe de Bléharies s'est peu à peu restreint.

En effet, la formation a permis l'accès de deux apprenants à d'autres formations qui répondaient davantage à leurs aspirations socioprofessionnelles. Une autre personne a dû quitter la formation suite à des difficultés d'ordre personnel. Les trois autres personnes ont continué leur formation mais avec, pour deux d'entre elles, une grande irrégularité dans la fréquentation de la formation...

Ce problème de constance dans la fréquentation de la formation n'est pas propre à Brunehaut, c'est une réalité à laquelle nous devons être attentifs dans la plupart des groupes de formation.

A Brunehaut, les trois éléments qui ont pu jouer un rôle dans cette irrégularité sont le changement de formateur, les difficultés de mobilité et des difficultés d'organisation pour raisons personnelles. En ce qui concerne la mobilité, la commune de Brunehaut est assez étendue et se divise en plusieurs villages : Bléharies, Guignies, Hollain, Howardries, Jollain-Merlin, Laplaigne, Lesdain, Rongy, Wez-Velvain. Selon sa localité, il est parfois préférable de se rendre à Tournai plutôt qu'à Bléharies. Certains villages sont particulièrement mal desservis par les transports en commun mais la mobilité se joue également au niveau individuel, dans les représentations de chacun. Dans la plupart de nos formations, la question de la mobilité est abordée, notamment par le biais des représentations mentales. D'un côté certaines personnes font trois heures de trajets pour venir en formation à l'écart de leur village, de peur d'être reconnus, d'un autre certaines ne mettent jamais les pieds dans les communes alentours et ne suivraient une formation que si celle-ci leur est accessible. Les choses ne sont pas simples au sujet de la mobilité.

### ***Comment avez-vous procédé pour pérenniser cette action ?***

**S.C.** En 2007, l'enjeu était donc de pérenniser l'offre de formation malgré les difficultés à réunir et maintenir un groupe. En milieu rural où le degré de participation peut décliner très rapidement, nous sommes dans l'obligation de réactiver rapidement et régulièrement le travail de sensibilisation et d'information auprès des publics et des partenaires. Face à ce constat, le réseau a décidé de renforcer son action de sensibilisation en touchant encore plus largement les acteurs de l'entité. Dans cette perspective trois actions ont été mises en place. Premièrement, nous avons organisé une rencontre avec le responsable de la bibliothèque et le bourgmestre de Brunehaut pour envisager le soutien de la commune dans l'accueil et l'orientation des publics. Nous avons également organisé une séance de sensibilisation de l'ensemble des partenaires de la coordination sociale de la commune. Il semblait essentiel pour le réseau de pouvoir se greffer sur une dynamique partenariale déjà existante, pour une meilleure circulation de l'information.

Et enfin, nous avons mis en place une formation de deux demi-journées sur la thématique de l'accueil et de l'orientation des publics en situation d'illettrisme. Cette formation, destinée à l'ensemble des acteurs de la commune, s'est déroulée à la Maison de Village à Hollain. Outre les partenaires du réseau qui étaient à l'initiative de cette action, nous avons via cette formation sensibilisé de nouveaux acteurs tels que l'ADMR (aide à domicile en milieu rural), une employée

communale, deux officiers de police : l'agent de quartier et une psychologue, et la maison des familles.

Aujourd'hui, le groupe est toujours composé de cinq ou six personnes mais il faudrait que nous réactivions la dynamique partenariale pour envisager de nouvelles actions ou l'évaluation de celle-ci.

***Cinq ou six personnes, ça n'est pas un peu peu ?***

**S.C.** Si. Ça n'est pas beaucoup. Heureusement d'ailleurs que nous avons le soutien de formateurs volontaires qui animent certaines formations. Le rôle des bénévoles est important, notamment en milieu rural. La présence de formateurs bénévoles démontre l'engagement militant de ces citoyens pour combattre une injustice. Ce qui apporte à l'action une dimension importante. Et, par ailleurs, il nous est également déjà arrivé d'être confrontés à une espèce de « protectionnisme » au sein de certains villages où les personnes originaires du village bénéficiaient d'un meilleur accueil pour animer un groupe de formation. Dans ce genre de situation, la présence dans notre équipe d'une formatrice ou d'un formateur originaire du coin représente un sacré avantage. Tout le monde est concerné par l'illettrisme. Tout le monde doit agir. L'engagement bénévole en est un bel exemple. C'est vrai que l'énergie nécessaire à mettre en place une telle action est importante : cela nécessite des moyens pour mettre en réseau, animer, monter des projets, former les intervenants, ... mais l'enjeu est de taille.

L'expérience menée dans la commune de Brunehaut, met en exergue différents points qu'il semble essentiel de prendre en compte dans la mise en place d'une formation en milieu rural :

- Tout d'abord nous constatons que développer une action de formation n'est pas une chose aisée. Le principal levier pour mettre en place un projet d'alphabétisation dans une commune rurale est de d'intégrer la question de l'alphabétisation dans les structures existantes, d'encourager la mobilisation des acteurs potentiels, de rompre leur isolement dans une démarche d'ouverture et de construction de projet. Il importe de mobiliser l'ensemble des acteurs locaux : de l'assistante sociale du CPAS au responsable de la bibliothèque, de l'agent de quartier à l'échevin de la culture, ... Le projet doit être porté par un maximum d'acteurs. La mobilisation de ceux-ci peut se faire notamment par le biais d'un travail d'information et de sensibilisation à la problématique de l'illettrisme.
- Ensuite, il convient, avec l'ensemble des acteurs impliqués, d'effectuer un inventaire des besoins pour déterminer des actions à mener. Il s'agit ici de susciter et animer une dynamique locale de réseau autour d'un projet qui implique chacun des partenaires. Il s'est avéré, dans certains cas que la participation d'apprenants provenant d'autres territoires apporte un élan important aux projets locaux.
- Si la décision est prise de mettre en place un dispositif de formation, il faut alors trouver un local « accessible », en terme de visibilité et de mobilité. Les bibliothèques semblent un lieu idéal pour ce genre de formation mais des locaux de mutuelles, syndicats ou communaux peuvent également faire l'affaire.

- Comme nous l'avons vu, il ne suffit pas de disposer d'un local et d'un formateur pour que les personnes en situation d'illettrisme s'inscrivent en formation. Une campagne de sensibilisation-formation des relais rentre alors en jeu. Un dispositif de formation adapté aux réalités locales doit permettre de donner éléments de réponses aux questions que se posent les partenaires : « Comment identifier des difficultés de lecture et d'écriture chez une personne ? », « Comment aborder la question de l'illettrisme avec une personne ? »,...

C'est précisément pour ces trois derniers points que le contexte rural revêt des caractéristiques propres : la mobilité, le risque d' « étiquetage » ou stigmatisation et les questions d'orientation se posent en effet de manière très différente que l'on se trouve en milieu urbain ou rural.

### **La mobilité**

Les obstacles à la mobilité en milieu rural sont multiples. C'est d'autant plus vrai pour les publics que nous visons : personnes peu scolarisées ne maîtrisant pas les compétences de base, éloignées de l'emploi, dont certaines peuvent cumuler plusieurs difficultés parfois étroitement liées (précarité socio-économique, isolement, difficultés liées au logement, à la santé, à la garde d'enfants, difficultés à la mobilité, par exemple à l'accès la mobilité automobile...).

A ce titre, l'Enquête « Mobilité pour l'emploi » (Septembre 2008 CSEF de Tournai-Ath-Lessines) rend compte de facteurs « immobilisants » qui touchent une partie importante de notre public :

- l'effet « financier » : il faut du travail pour avoir de l'argent > il faut être mobile pour trouver du travail ou une formation > il faut de l'argent pour être mobile > c'est un cercle vicieux !
- l'effet « formation » : il existe une corrélation entre le niveau de formation et les comportements de mobilité ;
- l'effet « compétences cognitives » : pour se déplacer physiquement dans l'espace, il faut s'y déplacer mentalement (compétence sociale héritée d'un contexte socio-éducatif). Le travail sur cette compétence peut se faire en formation alpha.
- les effets du « réseau » : il est nécessaire de disposer d'une réserve de possibilités (ex. garde d'enfants), de modèles et de compétences

La distance entre le domicile et le lieu de formation est un obstacle à l'accès à la formation. Résoudre ce problème de mobilité en proposant une offre de proximité peut permettre aux publics fragilisés de contourner les effets pervers de ces facteurs immobilisants. Ensuite, ce problème de mobilité qui se pose également par rapport à l'accès à l'emploi peut être travaillé en formation.

## **Le risque d' « étiquetage » ou stigmatisation**

La question du « repérage » des difficultés de lecture-écriture-calcul chez les habitants des communes rurales ne semble pas être une difficulté. La plupart des habitants savent plus ou moins qu'untel ou une telle a quitté l'école assez tôt, que telle ou telle personne demande de l'aide à un voisin ou un ami. Néanmoins, ce n'est pas toujours le cas. Et il arrive qu'une personne préfère faire des trajets importants (que ça soit en terme de temps et/ou de distance) pour éviter d'être identifié comme « illettrée » par son environnement proche.

Des actions de sensibilisation « grand public »<sup>7</sup>, la dédramatisation et la déculpabilisation des personnes qui vivent l'illettrisme via les agents relais pourra permettre de faire tomber peu à peu le tabou de l'illettrisme et ainsi susciter l'entrée en formation des publics concernés.

## **L'orientation**

L'orientation des publics en milieu rural pose des difficultés. Nombreuses sont les communes qui souffrent d'un manque d'offre de formation. Dans notre sous-région, ce fait est particulièrement vrai, et pas seulement pour l'alphabétisation. Le manque est tel que les opérateurs d'alphabétisation sont régulièrement confrontés à des mauvaises orientations, que nous pourrions appeler « orientations par dépit ». Il s'agit d'opérateurs et d'organismes qui orientent chez nous des personnes car notre offre est la seule qui soit accessible aux personnes. L'offre de formation en milieu rural est peu présente. Et même quand une offre existe, les associations ne sont pas en permanence sur ce terrain.

La clarification des publics accueillis par les opérateurs, la décentralisation des formations vers des communes rurales et la mise en œuvre de filières et passerelles peut permettre une meilleure orientation des publics vers une formation qui corresponde à leurs désirs, besoins et attentes.

En conclusion, nous constatons que la mise en œuvre de projets pour le droit à l'alphabétisation en milieu rural nécessite du temps et un investissement important, une réelle volonté politique et l'implication de tous. La multiplication et la diversification des partenaires, la prise en compte des réalités locales et la proposition de dispositifs qui tiennent compte des désirs et caractéristiques des publics visés doivent permettre de mettre en place et de pérenniser des dispositifs d'alphabétisation en milieu rural. C'est possible !

Une région n'est pas l'autre. Quelles sont donc les observations de Lire et Ecrire Verviers ?

---

<sup>7</sup> Citons par exemple des groupes composés d'apprenants et travailleurs de Lire et Ecrire (bénévoles et salariés) qui tiennent régulièrement des stands sur les marchés de la région afin de faire passer le message que : « Apprendre à lire, écrire et calculer à l'âge adulte, c'est possible ! ».

## B Constats et réalités ... à Verviers

### **Le contexte verviétois**

L'a.s.b.l. Lire et Ecrire, régionale de Verviers, accueille 300 à 350 personnes par an, dans ses locaux du Boulevard de Gérardchamps ainsi qu'à Herve pour quelques-unes d'entre elles. Lire et Ecrire Verviers draine un public majoritairement domicilié à Verviers et Dison. Une carte de l'arrondissement montre qu'un public issu de toute la partie francophone de l'arrondissement fréquente l'association.

Néanmoins, courant 2007, un travail effectué par la Commission Consultative Sous Régionale du Comité Subrégional pour l'Emploi et la Formation montrait les difficultés de mobilité dans le nord et le sud de l'arrondissement. Un site de co-voiturage fonctionne depuis le début 2009, comme réponse partielle à cette problématique.

Des souhaits de décentralisation de l'offre de formation concernent les régions de Spa (le sud) et de Welkenraedt (le nord). Dans un passé récent, nous avons développé une offre de formation dans ces deux entités. Les mêmes difficultés nous ont amenés à nous retirer.

### **Quelles sont ces difficultés ?**

On observe dans ces deux régions une présence importante d'un public ILA (Initiative Locale d'Accueil du CPAS des communes rurales, Spa n'en a pas, les communes voisines, oui), c'est-à-dire des hommes et des femmes pris en charge par les CPAS pendant l'évaluation de leurs demandes d'asile, et dont la priorité n'est pas une entrée en formation, si ce n'est peut-être l'apprentissage rapide d'un français de « débrouille ». Nous avons constaté que les travailleurs sociaux des communes rurales privilégient toujours ce public-là quand ils pensent l'offre de formation en français, au détriment des autres publics auxquels s'adressent nos dispositifs d'alphabétisation.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne Spa, nous avons un problème récurrent avec une présence très importante de personnes trop scolarisées, raison pour laquelle nous avons renoncé à cette antenne.

A Welkenraedt, les apprenants rencontraient des difficultés qui ne leur permettaient pas de s'investir dans la formation que nous leur proposons, cet absentéisme nous poussant également à renoncer.

En dehors du public très particulier des ILA, nous faisons l'hypothèse que les personnes illettrées et le fameux public "belge" préfèrent se déplacer jusque Verviers ou Liège plutôt que de suivre une formation sur place, par crainte de stigmatisation. C'est une hypothèse avancée un peu partout et quelquefois confirmée par les apprenants ...

Difficulté également rencontrée lors de nos contacts : la volonté de certaines communes de n'ouvrir un éventuel dispositif de formation qu'à des personnes résidant dans la commune. Or il est clair pour nous que les petites communes ont intérêt à collaborer pour offrir un dispositif commun, qui peut toucher plus de monde et permettre des économies d'échelle.

## **La sensibilisation et le travail en réseaux**

A Verviers, comme dans les autres régionales, le pôle sensibilisation de notre équipe a proposé et organisé des séances de sensibilisation et des formations visant les agents relais du FOREM et des CPAS pour une prise en compte des difficultés rencontrées par les personnes illettrées. A l'une ou l'autre exception, nous avons rencontré l'ensemble des personnes ciblées.

Par ailleurs, comme dans les autres régions, un dispositif territorial travaillant sur cette même thématique a réussi à toucher un nombre très important d'acteurs regroupant les forces vives de l'arrondissement.

Particularité verviétoise, une commission pédagogique "Alpha" rassemble les différents opérateurs dont la promotion sociale et les associations locales anciennes et émergentes. L'objectif prioritaire de cette commission est de bien comprendre quelles actions chacun met en place, à travers des réunions de coordination et la réalisation d'événements communs (formation de formateurs, projets pédagogiques ...).

On ne devrait pas perdre de vue que les apprenants sont des relais essentiels en termes d'analyse des stratégies.

Comme d'autres, nous estimons que l'intérêt d'une approche globale et d'une articulation des actions est indéniable. Comment cependant la mettre en œuvre au sein d'une équipe ?

Comment la transposer ensuite au plan local ? Cela demande un temps de travail et une vision stratégique afin de mettre en place une offre cohérente ainsi qu'une polyvalence en matière pédagogique, stratégique, de sensibilisation.

## **Quelles sont les perspectives à Verviers ?**

### ***La mise en œuvre de l'outil Hainaut Occidental (HO)***

A partir de juin 2009, une prospection systématique sera organisée dans les communes rurales de la partie francophone de l'arrondissement de Verviers, sur base de la méthodologie développée en Hainaut Occidental.

Les communes prioritaires sont les suivantes :

- Jalhay : nous avons été contactés par la commune, l'ALE et le CPAS qui sont demandeurs. Une collaboration avec Spa au niveau de l'ALE y serait possible.
- Welkenraedt : nous y avons déjà plusieurs contacts. Une expérience y a déjà été menée à l'initiative de la commune.
- Herve : nous y avons déjà une implantation, mais le nombre d'apprenants est réduit.

### ***Les plans de cohésion sociale***

Autant à Verviers qu'à Herve ou Malmedy, nous participons selon différentes modalités aux initiatives soutenues par les plans de cohésion. Il s'agit d'actions de coordination et de travail en réseau. Malheureusement les délais très courts et la complexité du dossier ont poussé nombre de petites communes qui auraient pu être concernées à ne pas rentrer de dossier dans ce cadre.

**En conclusion**, nous pouvons affirmer que, toucher les publics et faire émerger la demande en formation prend un temps important, en milieu rural.

En effet, les publics en difficulté de lecture et d'écriture sont éloignés géographiquement des lieux de formation proposés, et craignent souvent de s'y rendre par peur de stigmatisation. Il est nécessaire de veiller à la démultiplication de l'offre de formation par le biais de la mobilisation des partenaires sur tout le territoire car ce sont eux qui constituent des relais envers les publics.

De plus, il faut dégager des moyens suffisants à la démultiplication de l'offre de formation en zone rurale (mise en place et maintien de petits groupes de formation, charges liées aux déplacements, recherche et location de locaux). Plus globalement, il est indispensable de prendre en compte le temps et les ressources humaines qui sont requis pour développer une offre de formation de proximité et de qualité. C'est ainsi que les personnes présentes au sein de la Régionale (apprenants, équipe, personnes bénévoles, CA,) peuvent constituer des appuis s'ils sont issus de la sous-région où développer l'offre de formation. Il est donc nécessaire d'induire une dynamique qui porte sur l'ensemble des personnes de la Régionale.

Il est nécessaire d'orienter de manière cohérente les publics de manière à apporter une réponse crédible à leur demande. Cela est souvent difficile du fait du peu de diversification de l'offre de formation en milieu rural.

Enfin, les apprenants soulignent combien, il est essentiel de développer la desserte locale des transports publics et leur gratuité pour que toutes les personnes puissent se rendre en formation dans de bonnes conditions.

Les dispositifs d'accueil des enfants doivent également retenir toute l'attention.

**Dominique Rossi (Lire et Ecrire Hainaut occidental) et Michel de Selys (Lire et Ecrire Verviers)**



**LIRE ET ECRIRE** Communauté française, asbl  
12 rue Charles VI  
1210 Bruxelles  
telephone : +32 (0) 2 502 72 01  
courriel : [lire-et-ecrire@lire-et-ecrire.be](mailto:lire-et-ecrire@lire-et-ecrire.be)  
[www.lire-et-ecrire.be](http://www.lire-et-ecrire.be)



CULTURE  
ÉDUCATION PERMANENTE



Avec le soutien du Ministère de la Communauté française - Service de l'Éducation permanente -, de la Commission communautaire française, de la Région de Bruxelles Capitale, de Actiris, de Bruxelles Formation, de la Région wallonne, du Forem et de l'Union européenne.